



## CHAPITRE 61

### LOI CONCERNANT LA SOCIÉTÉ D'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

**1.** La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi* Titre abrégé.  
*de la société d'industrie laitière de Québec.*

**2.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser Formation d'une association pour encourager l'industrie laitière.  
la formation, dans la province, d'une association ayant  
pour but d'encourager l'amélioration de l'industrie du  
beurre et du fromage et de toutes les choses qui se rat-  
tachent à cette industrie, sous le nom de "société d'in- Son nom.  
dustrie laitière de la province de Québec." S. R. (1909),  
1958.

**3.** La société doit se composer d'au moins cinquante Nombre de sociétaires.  
personnes, qui signent une déclaration suivant la formule  
1 ; et chaque membre de la société souscrit et paye une  
somme annuelle d'au moins un dollar au fonds de la  
société.

Le ministre et le sous-ministre de l'agriculture sont Membres d'office.  
d'office membres de la société.

La société se compose des personnes qui ont signé la Composition de la société.  
déclaration mentionnée dans le présent article, aussi  
longtemps qu'elles paient la souscription annuelle, et  
de toutes celles qui, par la suite, paient telle souscrip-  
tion annuelle, après avoir été admises comme membres  
de la société.

L'année pour laquelle une souscription est payée, Année financière.  
commence le 1er juillet pour se terminer le 30 juin sui-  
vant. S. R. (1909) 1959; 5 Geo. V, c. 31, s. 1.

**4.** Telle déclaration est faite en double, l'un devant Déclaration de la formation de la société.  
être écrit et signé sur les premières pages d'un livre qui  
est tenu par la société pour enregistrer les minutes de ses  
délibérations pendant la première année de son existence,  
et l'autre devant être immédiatement transmis au mi-

Avis. ministre de l'agriculture, qui fait publier, aussitôt que possible après sa réception, un avis de la formation de telle société dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. (1909), 1960.

Constitution en corporation et pouvoir de posséder.

5. A compter de la publication, dans la *Gazette officielle de Québec*, de l'avis de la formation de la société, elle devient corporation pour les fins de la présente loi, et peut posséder des biens-fonds pour une valeur n'excédant pas vingt mille dollars. S. R. (1909), 1961.

Pouvoir de faire des règlements.

6. La société a le pouvoir de faire des règlements pour prescrire le mode d'admission des nouveaux membres, régler l'élection des directeurs et l'engagement du secrétaire-trésorier et des autres officiers et employés de la société et, en général, l'administration de ses affaires et propriétés. S. R. (1909), 1962.

Divisions régionales.

7. La société, dans le but d'obtenir une diffusion plus prompte et plus complète des meilleures méthodes à suivre pour la production du lait, la fabrication des produits laitiers et, en général, l'avancement de l'industrie laitière, peut, par règlement approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, diviser la province en divisions régionales n'excédant pas cinquante.

Modification du nombre des divisions.

Ce nombre peut aussi être modifié par d'autres règlements adoptés par la société et approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Entrée en vigueur des règlements à cet effet.

Ces règlements, ainsi adoptés et approuvés, entrent en vigueur à compter de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. (1909), 1963; 3 Geo. V, c. 20, s. 1; 5 Geo. V, c. 31, s. 2.

Assemblées annuelles.

8. La société tient une assemblée annuelle à tel lieu et à telle époque qui ont été choisis par le bureau de direction, en sus de celles qui peuvent être prescrites et déterminées par ses règlements.

Élection du président, etc.

A cette assemblée annuelle, ont droit de voter les membres de la société qui ont payé leur contribution pour l'année courante. Ils élisent un président, un vice-président, un directeur pour représenter le commerce d'exportation du beurre et du fromage à Montréal, et un directeur pour chacune des divisions mentionnées dans l'article 9. Ce directeur ainsi élu doit être membre de la société et être domicilié dans la division pour laquelle il est élu. S. R. (1909), 1969; 5 Geo. V, c. 31, s. 7.

9. Les divisions pour l'élection des directeurs sont les suivantes :

Divisions  
pour l'élec-  
tion des di-  
recteurs.

No  
de la      Districts électoraux compris dans la division  
division

- 1.—Gaspé, Iles-de-la-Madeleine, Bonaventure, Matane, Matapédia, Rimouski.
- 2.—Témiscouata, Kamouraska, l'Islet.
- 3.—Montmagny, Bellechasse, Lévis.
- 4.—Dorchester, Beauce.
- 5.—Lotbinière, Mégantic, Frontenac, Arthabaska.
- 6.—Nicolet, Yamaska.
- 7.—Drummond, Richmond, Wolfe.
- 8.—Sherbrooke, Stanstead, Compton.
- 9.—Saint-Hyacinthe, Bagot, Richelieu.
- 10.—Rouville, Iberville, Saint-Jean.
- 11.—Shefford, Brome, Missisquoi.
- 12.—Verchères, Chambly, Napierville-Laprairie.
- 13.—Huntingdon, Beauharnois, Châteauguay.
- 14.—Saguenay, Chicoutimi, Lac-Saint-Jean.
- 15.—Charlevoix, Montmorency, Québec et tous les districts électoraux compris dans la cité de Québec.
- 16.—Portneuf, Trois-Rivières, Champlain.
- 17.—Saint-Maurice, Maskinongé, Berthier.
- 18.—Montcalm, Joliette, l'Assomption.
- 19.—Montréal (tous les districts électoraux compris dans la cité de Montréal), Laval, Jacques-Cartier, Montréal-Verdun et Westmount.
- 20.—Terrebonne, Deux-Montagnes.
- 21.—Pontiac, Témiscamingue, Hull, Labelle, Papineau, Abitibi.
- 22.—Argenteuil, Vaudreuil, Soulanges.

S. R. (1909), 1969a; 5 Geo. V, c. 31, s. 7.

10. Dix membres ou plus de l'une des divisions mentionnées dans l'article 9, qui ont payé la souscription d'un dollar pour l'année courante, et qui de mandent au secrétaire une réunion à cet effet au moins six semaines avant l'assemblée générale, peuvent, à une assemblée spéciale convoquée par avis public donné au moins cinq jours d'avance par le secrétaire de la société dans le *Journal d'agriculture et d'horticulture de la province de Québec* publié par le département de l'agriculture, et tenue dans cette division dans la semaine ou le mois précédant l'assemblée générale de la société, élire un directeur pour représenter cette division dans le bureau de direction de la société.

Élection d'un  
directeur  
dans chaque  
division.

Avis de convocation.

Le secrétaire doit également adresser, à chacun des requérants, par lettre recommandée, un avis de convocation à cette assemblée spéciale, au moins huit jours avant celui fixé pour sa tenue.

Assemblée spéciale.

L'assemblée spéciale a lieu à l'endroit, au jour et à l'heure fixés par le secrétaire de la société, et est présidée par la personne indiquée par lui ou, en son absence, par une personne choisie par les membres présents. Sur remise au secrétaire-trésorier de la société du montant des souscriptions des votants à cette assemblée de division, et, sur présentation à l'assemblée générale, par au moins deux de ces votants, d'un certificat du président de l'assemblée de division attestant que ce directeur y a été élu, l'élection de tel directeur est confirmée, et nul autre directeur ne doit être nommé pour cette division. S. R. (1909), 1969b; 5 Geo. V, c. 31, s. 7.

Bureau de direction.

**11.** Le président, le vice-président et les directeurs élus de la manière indiquée dans les articles 8 ou 10, selon le cas, constituent le bureau de direction de la société.

Directeurs d'office.

Le ministre et le sous-ministre de l'agriculture sont, d'office, membres du bureau de direction.

Nomination du secrétaire-trésorier, etc.

Le bureau des directeurs est tenu, à sa première séance qui doit avoir lieu le jour de l'assemblée générale, de nommer un secrétaire-trésorier, ainsi que tels autres officiers ou employés qu'il juge nécessaires pour parvenir aux fins de la société d'industrie laitière. S. R. (1909), 1969c; 5 Geo. V, c. 31, s. 7.

Rapport fourni à l'assemblée annuelle.

**12.** Les officiers et les directeurs de la société rédigent et présentent à l'assemblée annuelle, un rapport détaillé de leurs opérations pour l'année expirée, indiquant les noms de tous les membres de la société, le montant souscrit et payé par chacun d'eux, et donnent toutes les informations qu'ils croient utiles dans l'intérêt de l'industrie laitière.

Rapport au ministre.

Une copie de ce rapport est transmise au ministre de l'agriculture. S. R. (1909), 1970; 5 Geo. V, c. 31, s. 8.

Exécution de la loi.

**13.** Le ministre de l'agriculture est chargé de l'exécution de la présente loi.



